 <p>Центр Русского Языка и Культуры</p>	<h1>Octobre 2015</h1> <h1>№265</h1> <p>Achévé d'imprimer le 29 octobre 2015</p>	<p>LA GAZETTE Revue de la presse russe sur l'Internet éditée depuis 1987 par l'association Centre de Langue et Culture Russe BP 73 75261 Paris Cedex 06 Tel / Fax : 01 45 44 05 99 gazette.clcr@gmail.com www.clcr.fr</p>
--	---	---

Un autre son de cloche!

De l'association **CENTRE DE LANGUE ET CULTURE RUSSE**
La Gazette

La Gazette est diffusée chaque mois gratuitement par Internet

Directeur de la publication :

Dimitri SCHAKHOVSKOY

Professeur de l'institut de Théologie
 Orthodoxe St- Serge (Paris),
 Secrétaire du diocèse de Korsoun
 (Patriarcat de Moscou), Professeur émérite de
 l'Université de Haute-Bretagne

Rédacteur en chef :

Irène COMMEAU -DEMIDOFF

Présidente du Centre de Langue et Culture Russe

Responsable de la publication

Lidia TANGUY

La rédaction décline toute responsabilité concernant les opinions exprimées par les auteurs des articles, et des textes de publicité. Les titres ainsi que les notes explicatives sont de la rédaction.
 Tous les articles publiés peuvent être reproduits par d'autres personnes ou revues, à condition d'en indiquer la source

Sommaire

L'Avenir des relations Franco-Russes (Russie)

L'élimination d'Assad ouvrirait les portes de Damas à Daech (France)

La Russie exploite l'échec des États-Unis depuis son intervention en Irak (France)

Samovar au CLCR - Un vacancier en Crimée (France)

Comment Poutine est devenu roi du grand échiquier international (France)

La vie politique en Ukraine, cette galaxie fictive lointaine...(Russie)

Mot de la rédaction

Ce numéro de notre Gazette est, comme souvent, consacré au rapport entre La Russie et l'Occident. Mais elle mentionne cette fois-ci également le dernier « Samovar » de l'association où la Crimée a eu la place prépondérante.

L'Avenir des relations Franco-Russes



**Conférence de SEM Alexandre ORLOV,
 Ambassadeur de la Fédération de Russie en France à l'Institut Diderot (Paris, le 8 octobre 2015)**

Mesdames et Messieurs,

Prendre la parole ici, à l'Institut qui porte le nom de Denis Diderot, est un grand honneur, mais aussi une lourde responsabilité. C'est un nom qui oblige beaucoup. D'autant plus que je parlerai d'un sujet aussi important que les relations franco-russes.

Membre de l'Académie des sciences de Saint-Petersbourg... Bibliothécaire personnel de l'impératrice Catherine la Grande, Diderot appartient à cette pléiade des grands fils de la France dont les noms sont inscrits en lettres d'or dans l'histoire des relations entre nos pays.

On peut partager ou ne pas partager les conceptions philosophiques du grand encyclopédiste, mais je voudrais me focaliser sur sa méthode. Diderot était un homme courageux, capable de renverser les autorités et les stéréotypes au nom de la vérité. Il n'hésitait pas à appeler un chat un chat.

Je crois que c'est ainsi qu'il faut parler des relations franco-russes. Sinon nous ne saurons jamais surmonter les difficultés actuelles.

Les liens entre les peuples russe et français remontent à des siècles anciens. Ces liens ont connu des périodes d'épanouissement et de vraie amitié, mais aussi des périodes de rudes épreuves. Nous en traversons une aujourd'hui.

Avec les Etats-Unis et l'Union Européenne la France a introduit des sanctions contre la Fédération de Russie, ce qui porte atteinte à notre coopération dans tous les domaines.

Des hommes politiques et des hommes d'affaires russes, dont plusieurs jouaient un rôle central dans nos relations bilatérales sont désormais inscrits sur la "liste noire" et interdits d'entrée dans l'Union Européenne. Parmi eux – le président du Conseil de la Fédération Mme Valentina Matvienko, le président de la Douma d'état et officier de la Légion d'honneur M. Sergueï Narychkine, le secrétaire du Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie M. Nikolaï Patruchev, le président du groupe parlementaire d'amitié avec la France et chevalier de la Légion d'honneur M. Leonid Sloutsky et plusieurs autres.

La Gazette est diffusée par Internet dans les pays suivants :

Allemagne, Arménie, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Biélorussie, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Congo, Croatie, Chili, Danemark, Equateur, Espagne, Estonie, Géorgie, Grèce, îles du Cap-Vert, Royaume-Uni, Venezuela, Irlande, Israël, Italie, Kazakhstan, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Maroc, Mexique, Moldova, Monaco, Mongolie, Norvège, Palestine, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Russie, Roumanie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Taiwan, Turquie, Ukraine, USA, Finlande, France, Japon.

Mais nous recevons parfois des lettres de lecteurs de nouveaux pays, auxquels La Gazette a été diffusée par des amis. Si vous vivez dans un pays qui ne figure pas sur la liste, faites-le nous savoir.

Si vous avez des amis dans d'autres pays s'intéressant à la Russie et lisant en russe, en français ou en anglais, envoyez leur La Gazette et informez-nous.

gazette.clcr@gmail.com www.clcr.fr

A l'initiative de la partie française les mécanismes du dialogue bilatéral ne fonctionnent plus. Le Séminaire intergouvernemental au niveau des Chefs de Gouvernements ne s'est pas réuni depuis deux ans, la Commission interparlementaire au niveau des Présidents des chambres basses – depuis trois ans. Le Conseil de coopération sur les questions de sécurité (CCQS) qui rassemble les Ministres des Affaires étrangères et les Ministres de la Défense est suspendu, ainsi que les consultations entre le Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie et le Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale (SGDSN).

Les échanges bilatéraux ont baissé en 2014 de 17,6%, et se sont carrément effondrés les cinq premiers mois de cette année – moins 44%. Suite aux contre-sanctions russes les produits agroalimentaires français n'ont plus accès au marché russe, ce qui a conditionné en partie la crise de la filière porcine française. Le flux touristique en provenance de Russie a baissé de 50%. Au total les sanctions de l'Union Européenne contre la Russie peuvent coûter à la France 0,5% de son PIB et quelques 165 000 emplois, sans compter des opportunités ratées.

Les hommes d'affaires, les parlementaires et les élus locaux français sont soumis à une pression politique pour les empêcher de développer les liens avec des partenaires russes.

Les hommes politiques et les experts qui osent s'exprimer en faveur du partenariat franco-russe se font trainer dans la boue par les médias et traiter de la "cinquième colonne de Poutine".

On livre à la Russie une vraie guerre de l'information et tous les jours les médias français déversent de nouvelles saletés sur mon pays.

En fait, on assiste depuis plusieurs années à une vraie campagne d'incitation à la haine contre la Russie, ce qui est d'ailleurs considéré par la législation française comme un crime.

En regardant tout cela, une question légitime se pose: tout cela au nom de quoi?

Pourquoi nos deux pays doivent-ils se détester? Pourquoi brider le dialogue politique et réduire la coordination sur les problèmes politiques les plus aigus? Sur quel autel la France et l'UE sacrifient-elles leurs liens économiques avec la Russie?

Pour saisir toute l'absurdité de cette situation inouïe voyons comment on l'explique. La Russie se comporte mal. Il faut donc la punir. Etant donné qu'il s'agit d'une puissance nucléaire, personne n'ose lui faire la guerre. Alors les sanctions sont la seule voie qui reste.

Drôle de logique quand-même. Doit-on comprendre que s'ils pouvaient attaquer la Russie (comme ils l'ont fait par le passé avec la Serbie ou l'Irak) les leaders occidentaux seraient prêts non seulement à sacrifier les intérêts commerciaux, mais aussi la vie de leurs compatriotes?

Mais quelle est la faute de mon pays pour laquelle on insiste tant pour le punir?

M. Obama et autres politiciens occidentaux ont une réponse toute prête à cette question. Selon eux la Russie constitue une menace pour l'humanité au même titre que le virus Ebola ou l'Etat Islamique. La Russie ne respecte pas le droit international. Elle a annexé la Crimée. Elle aide les séparatistes en Ukraine. Si l'on n'arrête pas la Russie elle va s'attaquer à d'autres pays. Il n'y a pas si longtemps dans son interview à "Libération" M. Porochenko a dit sans ambiguïté – "Poutine veut toute l'Europe!". Comment peut-on ne pas croire cet oligarque ukrainien qui possède toujours une grande confiserie en Russie dans la ville de Lipetsk?

J'ai pourtant l'impression que Diderot – lui, ne l'aurait pas cru. Car il ne croyait que les faits et avait du bon sens.

Et je laisse de côté cette drôle de coïncidence: **les premiers à accuser la Russie de violation du droit international sont ceux, qui ces dernières années n'arrêtaient pas de piétiner ce même droit.** Ceux – qui avaient soutenu les séparatistes kosovars en leurs envoyant des porte-avions et en bombardant Belgrade pour arracher à la Serbie un quart de son territoire historique. Ceux qui avait aidé les insurgés libyens et ont transformé cet état en "terre du chaos". Ceux qui aident aujourd'hui les insurgés en Syrie. Mais après une année de bombardement et plus de 5 000 frappes

américaines l'Etat Islamique n'a jamais été aussi fort. D'ailleurs, les sanctions contre la Russie constituent elles-mêmes une violation flagrante du droit international.

Je pourrais citer bien d'autres exemples de la politique de "deux poids deux mesures" de nos partenaires occidentaux. Mais le plus important reste ailleurs.

Chaque fois que j'entends des accusations à l'égard de mon pays, la même question me revient à l'esprit. Tous ces hommes politiques, diplomates ou journalistes français qui trouvent normal de détruire les relations avec la Russie à coup de sanctions, ne voient-ils pas, ne comprennent-ils pas des choses évidentes?

Ne comprennent-ils pas à quel point les mythes d'une supposée "agression russe" contre l'UE et l'OTAN sont-ils absurdes? De même que les comparaisons de mon pays avec Ebola et Daech?

Ne se souviennent-ils pas que l'Ukraine doit ses frontières actuelles à Lénine, Staline et Khrouchtchev – qui ont progressivement attaché aux terres ukrainiennes les régions russes entières du Sud-Est, allant de Donbass à Odessa.

Ne savent-ils pas qu'à partir de la désagrégation de l'URSS une "ukrainisation" forcée a été opérée en Ukraine? Une vraie offensive contre la langue et la culture russe a provoqué le mécontentement des régions russophones et a semé les grains de la guerre civile actuelle. (A cet égard je peux vous conseiller de relire le chapitre sur l'Ukraine (La tragédie slave) du livre de Soljenitsyne "La Russie sous l'avalanche", publié il y a 17 ans. Le grand écrivain avait vraiment le don de prophétie).

N'était-ce pas sous les yeux de ces mêmes gens que les protestations de Maidan ont tournés en révolte nationaliste et russophobe? Ils n'ont peut-être pas vu arriver au pouvoir les nationalistes ukrainiens? Ceux qui proclament ouvertement l'objectif d'une nation mono-ethnique et vénèrent comme héros nationaux les sbires nazis – Bandera, Choukhevytch et autres bourreaux de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne – responsables du massacre des Polonais en Volhynie en 1942 et de la Shoah en Ukraine? Ils ne voient toujours pas que le bataillon ukrainien "Azov" arbore le même écusson que la division SS "Das Reich" tristement célèbre pour le massacre à Oradour-sur-Glane?

Ne comprennent-ils pas que **la guerre civile en Ukraine ce n'est pas un conflit entre les partisans et les adversaires de la démocratie**, comme les médias occidentaux essaient de la présenter d'une façon caricaturale? Que c'est le soulèvement populaire contre le nationalisme agressif ukrainien?

Je crois qu'au fond de leurs cœurs ils comprennent tout cela très bien. Le problème n'est pas là.

Je ne peux pas m'affranchir du sentiment que la France joue le jeu d'autrui et selon les règles qu'on lui impose. Le jeu dont elle me paraît être plus victime, que complice. Le jeu où elle ne fait que suivre aveuglement les forces qui cherchent une confrontation avec la Russie.

Quelles sont donc ces forces? Avant tout les Etats-Unis. Leur politique est d'arracher la Russie à l'Europe, d'empêcher la formation d'un pôle eurasiatique, qui pourrait mettre en cause leur hégémonie universelle. Ils cherchent à faire de l'Union Européenne un satellite docile, effrayé par "la menace russe". Obligeant les pays d'Europe à tourner le dos à leur partenaire naturel à l'Est, les Américains affaiblissent non seulement la Russie, ils affaiblissent l'Union Européenne, détruisent son potentiel économique et sa souveraineté politique. Washington a toujours besoin de désigner quelqu'un comme ennemi. Il en a besoin pour justifier les dépenses militaires croissantes et l'existence même de l'OTAN.

Les Américains jouissent également de l'aide serviable de quelques membres de l'UE de l'Est de l'Europe, qui ont fait de la russophobie un élément de leur identité nationale. Ces Etats commencent à avoir de plus en plus d'influence sur la politique internationale commune de l'Union Européenne. Ils ont su transformer sa politique de voisinage en un outil de lutte pour les sphères d'influence dont nous sommes en train de vivre les conséquences en Ukraine.

Après la chute du mur de Berlin les Russes espéraient sincèrement que l'Europe rentre dans une nouvelle époque – sans lignes de partage ni confrontation des blocs. On espérait que la lutte pour les sphères d'influence sur notre continent appartenait désormais au passé. Que "l'Europe de l'Atlantique à l'Oural" dont rêvait Ch. de Gaulle et la "Confédération européenne" voulue par F. Mitterrand pouvaient enfin devenir réalité.

Toutes ces années, la politique extérieure de la Fédération de Russie était soumise à la logique d'intégration avec le monde occidental. Toutes nos initiatives visaient le rapprochement avec l'Union Européenne. Nous avons pris le cap d'un espace économique et humain commun, du système de sécurité égale et indivisible, de la lutte commune contre l'islamisme radical et autres menaces universelles.

Il faut dire qu'en Europe et même aux Etats-Unis il y a eu des hommes politiques lucides et indépendants qui proposaient d'en finir avec les vestiges de la guerre froide et prônaient le rapprochement avec la Russie. F. Mitterrand, J. Chirac, G. Schröder, S. Berlusconi, N. Sarkozy... Nos efforts communs ont donné des résultats – des grands projets économiques et politiques ont vu le jour.

Mais en même temps certains outre-Atlantique et en Europe voient le monde autrement. Pour eux, il doit rester unipolaire. C'est pourquoi ils suivent un autre cap – celui de l'endiguement de la Russie, qu'ils considèrent comme leur rival géopolitique № 1.

Aujourd'hui c'est la ligne des néoconservateurs qui triomphe, et il en existe plusieurs preuves.

L'élargissement méthodique de l'OTAN et l'avancement de son infrastructure militaire vers nos frontières; la construction aux frontières de la Russie du bouclier antimissile destiné à dévaluer son potentiel nucléaire; le soutien apporté à tous les mouvements antirusse dans notre voisinage, y compris ceux

ouvertement néonazis; le soutien de l'islamisme radical dans le Caucase du Nord; la diabolisation constante de la Russie dans les médias; les tentatives de torpiller nos liens économiques avec les pays voisins, y compris par le biais du "Partenariat oriental".

A partir de notre expérience d'aujourd'hui on voit très bien que nos partenaires occidentaux n'ont pas détruit le mur de Berlin. Ils l'ont juste déplacé à la frontière russe.

Il faut bien comprendre l'essentiel. La crise actuelle des relations entre l'Occident et la Russie – ce n'est pas la "Guerre froide" dans le sens propre, c'est-à-dire la confrontation de deux systèmes sociaux antagonistes. **La Russie moderne n'a aucun antagonisme idéologique ou civilisationnel avec l'Occident.** La Russie est une partie importante et inaliénable de la culture et de la civilisation européenne, un Etat qui a adopté l'économie de marché et les institutions démocratiques. **Il s'agit d'une confrontation géopolitique classique, qui nous a été imposée.**

La crise ukrainienne n'est pas la cause, mais la conséquence d'une crise profonde qui s'est installée ces dernières années dans les relations entre la Russie et l'Occident. En même temps elle est devenue son catalyseur puissant.

Bien sûr, nous devons joindre nos efforts pour parvenir à une désescalade dans le Sud-Est de l'Ukraine, mais ce n'est qu'un aspect qui ne lèvera pas la confrontation entre la Russie et l'Occident. Elle prendra de nouvelles formes pour continuer à gangrener les relations franco-russes. Seul l'abandon de la politique d'hégémonie et de sphères d'influence peut tourner cette page dans l'histoire de notre continent et ouvrir la voie à une Europe vraiment unie.

La France s'est laissé entraîner dans la confrontation avec la Russie. Je suis certain que le rôle qu'on lui impose aujourd'hui n'est pas le sien.

Plusieurs de mes amis français, quand on en parle invoquent la solidarité – tantôt européenne, tantôt atlantique. Mais la vraie solidarité ne consiste pas à suivre l'imbécile dans le précipice. La vraie solidarité consiste à arrêter et à faire entendre la raison aux partenaires de l'UE et de l'OTAN aveuglés par la haine, avant qu'il ne soit trop tard.

Parlant de l'amitié franco-russe, force est de constater que **l'avenir de nos relations dépend du degré d'indépendance que la France pourra se permettre sur la scène internationale.**

Les relations particulières avec la Russie – que ce soit l'Empire Russe, l'URSS ou la Fédération de Russie **constituaient toujours un atout de la politique extérieure de la France**, qui lui permettait de jouer un rôle majeur dans les affaires du monde. Il faut dire que ces relations profitaient à toute l'Europe. Y renoncer sous la pression étrangère ou au nom d'une prétendue solidarité atlantique, "se fondre" dans la politique antirusse commune de l'Union Européenne – ce serait saper un des piliers du leadership européen de la France, renoncer à sa position d'acteur majeur de la vie internationale.

Néanmoins, **malgré ce contexte défavorable je reste optimiste pour l'avenir. Et mon optimisme n'a rien d'une "bonne mine" diplomatique ou d'une "auto-consolation". Il se base sur un fondement solide.**

Je vois qu'en France on commence à réévaluer les événements ukrainiens. Les hommes politiques et l'opinion publique commencent à réaliser à quel point il peut être dangereux de suivre aveuglement les États-Unis dans leur confrontation avec la Russie, à quel point les sanctions contre la Russie sont contreproductives.

Je suis confiant dans la sagesse du peuple français, de ses élites politiques, dans la permanence des traditions gaullistes de la politique extérieure de la France. **Je vois que la France prend dans la crise ukrainienne une position de plus en plus responsable et indépendante.**

Le président Hollande a fait preuve du courage politique lorsqu'il a invité le Président Poutine à la célébration de 70 ans du débarquement des alliés en Normandie et a initié le format dit "de Normandie" de négociations sur la situation en Ukraine. C'est dans ce format que nous avons réussi à mettre au point les accords de Minsk, qui offrent une chance réelle d'arrêter la guerre civile en Ukraine.

Et qui, si ce n'est la France avec ses traditions gaullistes pourrait contribuer à sortir les relations entre la Russie et l'Occident de cette "spirale de la bêtise" comme l'a appelé Jean-Pierre Chevènement.

Ce qui est important, c'est que Moscou et Paris cherchent ensemble, dans l'esprit du partenariat et du respect mutuel, à réduire l'impact des sanctions qui nous ont été imposées sur les relations bilatérales. Qu'en ce moment difficile nos Présidents et nos Ministres des affaires étrangères restent en dialogue régulier et confiant. Que les échanges interparlementaires continuent. A cet égard je tiens à souligner tout particulièrement la visite à Moscou du Président du Sénat M. Gérard Larcher et le voyage du groupe de parlementaires présidé par M. Thierry Mariani à Moscou et en Crimée en juillet dernier.

Quel était l'objectif de ceux qui réclamaient l'annulation de la vente des "Mistrals" à la Russie? Apparemment ils cherchaient autre chose que priver simplement la Russie de ces deux navires, car tous comprennent qu'ils n'auraient aucun impact ni sur l'équilibre militaire ni sur le règlement de la crise ukrainienne. Donc le but était de provoquer dans les relations entre nos pays un conflit, brouiller la Russie et la France, semer la discorde, mettre en question leur confiance mutuelle, torpiller la coopération dans les secteurs de pointe. Mais nous avons déçus nos adversaires. Nous avons réussi à trouver une solution mutuellement acceptable sans porter le litige devant le tribunal. Plus encore, nous nous en sommes sortis avec une confiance renforcée.

Je suis optimiste pour les relations franco-russes puisque je sais qu'elles se sont bâties sur un fondement historique solide, qui résistera à toute épreuve, à tout séisme.

Je ne vais pas vous refaire le cours d'histoire des relations entre nos deux pays à compter de la princesse russe Anne de Kiev, qui est devenue reine de France en épousant Henri I en 1051.

Je me contenterai juste de rappeler qu'au cours des deux derniers siècles la Russie a sauvé la France au moins trois fois.

En 1814, lorsque Alexandre I s'est opposé à la Prusse et à l'Autriche, qui emportées par l'idée de vengeance, voulaient démembrement la France. Le tsar russe a garanti le maintien des frontières historiques du pays et n'a pas permis le pillage de Paris et de son patrimoine culturel.

En 1914, quand l'offensive russe en Prusse Orientale, menée aux prix de lourdes pertes, a empêché la chute de Paris et a rendu possible le "miracle" de la Marne. Comme écrivait plus tard le maréchal Foch: "Si la France n'a pas été effacée de la carte de l'Europe, c'est avant tout à la Russie que nous le devons..."

Enfin lors de la deuxième Guerre Mondiale. Il faut se rendre aux évidences – **si ce n'est le courage et l'abnégation du peuple soviétique il n'y aurait aujourd'hui ni la Russie, ni la France, ni l'Union Européenne. Il n'y aurait pas eu du débarquement en Normandie. Il n'y aurait que le Troisième Reich.** Les Russes ont apprécié le discours du Président Hollande qui a évoqué lors de la célébration des 70 ans du débarquement en Normandie l'apport décisif du peuple soviétique à la victoire sur les nazis. Peu de leaders occidentaux auraient le courage de faire un tel aveu aujourd'hui.

Notre mémoire historique commune nous est chère. Nous sommes fiers de l'héroïsme des soldats et des officiers du Corps Expéditionnaire russe qui se sont battus en France pendant la première Guerre Mondiale, et des pilotes du régiment de chasse "Normandie-Niemen", qui sont venus se battre en Russie.

Cette année, où nous célébrons les 70 ans de la grande victoire sur le nazisme, l'élément central des manifestations organisées en France a été l'inauguration au Musée de l'Air et de l'Espace au Bourget d'un pavillon spécial consacré à ce régiment légendaire.

Toute l'histoire des relations entre nos deux pays ne fait que confirmer les paroles du général de Gaulle: **"Pour la France et la Russie, être unies, c'est être fortes, être désunies, c'est être en danger".** Aujourd'hui cette formule est plus que jamais actuelle. C'est une vraie devise de l'amitié franco-russe. Effectivement, chaque fois quand nos deux pays se retrouvaient dans les camps opposés, que ce soit l'épopée napoléonienne ou la Guerre de Crimée de 1853-1856 – cela finissait mal.

Nous devrions nous en souvenir aujourd'hui.

Je suis optimiste pour l'avenir des relations franco-russes puisque je sais que leur tissu est formé de milliers des liens humains qui existent entre les Russes et les Français et que personne ne saura déchirer. Ces relations, ces liens entre les gens se sont formés au long de générations, ils découlent des valeurs que nous partageons, de l'interpénétration de nos grandes cultures.

Les Russes ont toujours aimé la France. Les livres d'Alexandre Dumas, de Jules Verne, de Victor Hugo ou d'Antoine de Saint-Exupéry sont pour nous "des amis d'enfance"... Je sais que la majorité des Français éprouvent aussi une sympathie pour la Russie et apprécient son apport à la culture européenne et mondiale.

Nos liens se sont cimentés par les vagues de l'immigration croisées. Aux cours des XVIII-XIX siècles des dizaines de milliers de Français se sont installés en Russie. Ingénieurs et militaires, architectes et peintres, enseignants et cuisiniers, les nobles qui fuyaient la Révolution. Ces gens et leurs descendants ont largement contribué à l'épanouissement et la grandeur de la Russie – Montferrand, Fabergé, Benois, Bruleau (devenu en russe Brulov), Pozzo di Borgo... Mais la Russie ne s'est pas fait attendre. A partir du XX siècle la culture de la France s'est enrichie grâce à l'immigration russe. Pour le prouver il suffit de citer les noms de Maurice Druon, Joseph Kessel, Henri Troyat, Serge Lifar et plusieurs autres.

Au XVIII-XIX siècles, au moment où s'est formée la langue russe moderne, la noblesse et les intellectuels russes étaient francophones. Le français était leur deuxième langue maternelle. Mais la langue définit aussi la mentalité, elle sert à former l'image du monde. Ainsi la langue française a pénétré dans "la chair et le sang" du russe moderne. Je suis certain que c'est à cela que nous devons cette affinité particulière qui n'existe qu'entre nous – ce que les Français appellent "l'intimité d'esprit".

Si nous voulons que les relations franco-russes aient un avenir, il faut faire attention à ce que les écoliers et les étudiants d'aujourd'hui puissent au moins s'initier à la langue et à la civilisation de l'autre. **L'apprentissage de la langue russe en France et du Français en Russie constitue à cet égard une priorité absolue.** Hélas on ne peut pas dire que la situation soit favorable. Au cours des dernières décennies le nombre d'élèves français apprenant le russe a baissé de plus de moitié. Ce n'est que par nos efforts communs que nous saurons renverser cette tendance.

J'espère que le Centre spirituel et culturel russe qui ouvrira ses portes au quai Branly à Paris fin 2016, deviendra un vrai pôle d'attraction pour tous ceux qui aiment la culture russe. Mais ce qui est encore plus important, c'est qu'il disposera d'une école élémentaire franco-russe. La première ou certaines matières seront enseignées en russe. Un autre axe prioritaire est le tourisme. Car comme on dit en Russie: mieux vaut voir une fois, qu'entendre cent fois. Force est de constater qu'aujourd'hui de nombreux Français ont une vision assez vague, voir défigurée de la Russie moderne. Cela freine le développement de nos relations et permet aux russophobes de manipuler la conscience publique et de noircir l'image de mon pays. Nous avons proposé d'organiser en 2016 une année croisée du tourisme culturel et du patrimoine, et je me réjouis que nos partenaires français aient soutenu cette initiative.

Lorsque le dialogue politique entre nos Etats fait défaut ce sont les **sociétés civiles de nos pays qui ont pris le relais.** L'Association "Dialogue franco-russe" fait un excellent travail, et les expatriés français en Russie ont monté à leur tour l'Association "Français libres" – "les Français qui parlent aux Français" comme ils précisent eux-mêmes, pour démentir les stéréotypes sur la Russie existants en France. Il faut continuer à soutenir et à renforcer cette base social des relations bilatérales pour multiplier les liens entre les communautés d'affaires et les partis politiques des deux pays, promouvoir les échanges des jeunes et la coopération culturelle.

Je suis aussi optimiste pour l'avenir des relations franco-russes puisqu'elles se basent sur des intérêts pragmatiques – **la volonté**

Entretien de Noursoultan Nazarbaïev, le président du Kazakhstan, au Figaro. Extrait L'Europe doit-elle conserver son régime de sanctions à l'égard de la Russie?

Non. Ces sanctions n'ont servi à rien politiquement. Considérez le passé de la Russie. C'est un pays fort. Ce n'est pas avec des sanctions que vous allez lui faire changer de politique! Ces sanctions pénalisent des gens qui n'ont rien à voir avec le dossier ukrainien, comme les PME russes ou les éleveurs français. Il convient de séparer la politique et l'économie. La France devrait tout faire pour empêcher une escalade de la tension sur le terrain et une aggravation des sanctions. Il est nécessaire de continuer dans la voie diplomatique pour résoudre cette crise.

Quelle est votre opinion sur le dossier syrien?

La composante militaire la plus importante de Daech provient des débris de l'armée de Saddam Hussein. En Irak, l'État a été détruit. En Syrie, on est en train de détruire l'État. Un territoire où l'État s'estompe est toujours un sol fertile pour l'apparition de groupes terroristes. Il ne faut donc pas détruire les États en place! C'est l'ingérence dans les affaires d'autrui, contredisant toutes les conventions internationales, qui a causé l'actuelle crise des réfugiés. Tant qu'on continuera à intervenir dans les affaires intérieures des États en détruisant leur souveraineté, on aura toujours les mêmes retours de boomerang.

Propos recueillis par Renaud Girard
« Le Figaro » - 9 octobre 2015

réci-pro-que de dé-velop-per la co-opé-ration éco-nomique, com-mer-ciale et d'in-vestis-se-ment.

Nos économies sont interdépendantes et parfaitement complémentaires. La synergie des ressources et des potentiels humains, scientifiques et technologiques de la Russie et de la France – et dans un sens plus large de l'Union Européenne et de l'Union économique Eurasienne ouvre des perspectives intéressantes pour le développement de nos pays, nous aiderait à faire face à la concurrence mondiale.

Aujourd'hui, malgré toutes les sanctions, les hommes d'affaires français misent toujours sur la poursuite de la coopération avec la Russie. La preuve: aucune des sociétés françaises ayant investi en Russie ne s'appête à quitter ce marché. Plus encore, tandis que les échanges commerciaux entre les deux pays ont chuté depuis le début de l'année de moitié, les investissements français en Russie en 2014 ont progressé de plus de 2 milliards euros.

470 entreprises françaises travaillent en Russie dans les domaines de l'énergie, de la construction automobile, de la pharmaceutique, de l'agroalimentaire. Lesancements des "Soyouz" du centre spatial de Kourou en Guyane française, la production des avions "Soukhoï SuperJet 100", le partenariat de "Renault-Nissan" avec "AutoVaz", le réseau des hypermarchés "Auchan" en pleine expansion, les projets d'infrastructure de "Vinci", la coopération entre "Alstom" et "TransMashHolding" ou entre "Total" et "Novatek" – ne sont que quelques exemples des "success stories" de la coopération franco-russe.

Il nous paraît évident que le monopole du dollar dans le système financier mondial constitue désormais une source de risques de plus en plus importants, qui sont de nature non seulement financière, mais aussi politique. L'affaire de "BNP-Paribas" – est un exemple par excellence où peut mener un tel monopole, qui va de pair avec l'application extra-territoriale de la justice américaine.

Les Français le comprennent aussi – ce n'est pas par hasard que la France avait proclamé la réforme du système monétaire mondial comme une des priorités de sa présidence au G-20 en 2011.

Il n'est pas moins évident que les Etats-Unis abusent de leur leadership dans l'informatique, ce qui engendre aussi des risques pour la sécurité et la souveraineté de nos pays. Je suis persuadé, que la Russie et la France pourrait joindre leurs efforts afin de réduire notre dépendance financière et technologiques à l'égard des Etats-Unis. Cela correspond parfaitement aux intérêts à long terme aussi bien de la Russie que de la France.

La France assume une responsabilité particulière pour le maintien de la paix et de la stabilité dans le monde. Il faut se rappeler, que les **relations franco-russes sont plus que de simples "relations bilatérales"**. Elles étaient et restent toujours un facteur important de la politique internationale. Le niveau et le dynamisme de notre dialogue politique, le volume de nos échanges économiques et commerciaux, l'intensité de nos liens humanitaires ont un impact direct sur le climat politique en Europe et dans le monde.

Le monde ou nous vivons est devenu trop complexe, trop dangereux pour que la Russie et la France puissent "se permettre le luxe" de se disputer, de se faire peur avec des menaces imaginaires, que certains utilisent à leurs fins géopolitiques. **Il y a de vraies menaces et aucune d'elle ne peut être contrée sans le partenariat avec la Russie.**

L'islamisme radical, le conflit israélo-arabe, la situation en Syrie, en Libye et en Irak, les migrations clandestines, le trafic des stupéfiants, le nucléaire iranien, la prolifération d'armes nucléaires et d'autres armes d'extermination massive, le réchauffement climatique... Tous ces problèmes ne peuvent être résolus que par nos efforts communs et un vrai partenariat.

Le 28 septembre dernier le Président Poutine de la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU a avancé l'initiative d'une **vaste coalition internationale contre l'Etat Islamique et autres groupes terroristes** en Syrie, qui pourrait rassembler à son sein toutes les forces

capables de faire réellement face aux djihadistes. J'y vois une bonne opportunité de renforcer la coopération franco-russe dans la lutte contre le terrorisme internationale. Et la parallèle avec la coalition anti-hitlérienne, que le Président a tiré n'est pas due au hasard. Aujourd'hui, comme lors de la deuxième Guerre Mondiale il faut oublier les rancunes et les litiges qui nous divisent et se rallier contre le Mal absolue qui nous menace tous l'objectif primordial est de combattre les islamistes radicaux et de sauver l'Etat Syrien. Seulement après on pourra s'occuper de la transition politique. C'est de cette façon d'ailleurs que la France a procédé elle-même au Mali en 2013: elle a riposté à l'offensive djihadiste pour sauver l'Etat malien et après elle a aidé Bamako et les insurgés Touaregs à trouver un compromis politique. **Nous ne devons pas répéter les erreurs commises en Irak, en Lybie, au Yémen** – dans tous ces pays nos partenaires occidentaux prétendaient qu'après la chute du "tyran" la stabilité et la démocratie se mettront en place comme par magie. Mais nous en voyons les résultats.

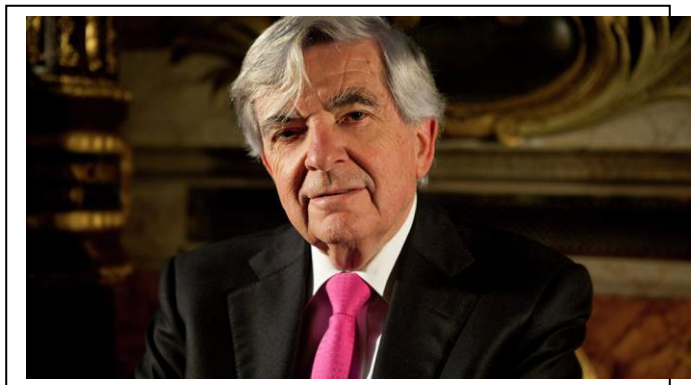
Aujourd'hui à Moscou comme à Paris on parle d'une nouvelle dynamique des relations bilatérales, qui se traduit par la multiplication de contacts à différents niveaux, par les initiatives venant des deux côtés en faveur d'une coopération économique approfondie et une meilleure coordination politique sur le plan international. Pour l'instant cette "nouvelle dynamique" reste fragile. Notre tâche est de rendre cette tendance à la normalisation des relations franco-russes irréversible. La visite du Président Poutine à Paris et ses entretiens avec le Président Hollande le 2 octobre dernier ont marqué une étape importante sur cette voie.

L'heure est venue de mettre du côté les litiges et les accusations mutuelles et de se tourner aux "choses positives" – à la recherche de nouvelles voies de coopération, de nouveaux projets communs. **Il est important de formuler ensemble un ordre du jour bilatéral positif. Et de ne pas oublier la perspective stratégique – la construction d'un espace économique, humain et de sécurité commun de l'Atlantique au Pacifique**, où la lutte pour les sphères d'influences entre la Russie et l'UE n'aura plus aucun sens et les crises comme celle en Ukraine ne se reproduiraient jamais.

Je vois, qu'à l'approche des élections présidentielles de 2017 la "question russe" devient, en France, un facteur de la politique intérieure, un argument dans la lutte politique entre les partis. A cet égard je tiens à souligner: **nous sommes ouverts à un dialogue et une coopération constructive avec toutes les forces politiques françaises qui à leur tour sont ouvertes à une coopération avec la Russie.** Il est important qu'en France comme en Russie les représentants des courants et des partis politiques les plus variés – de gauche comme de droite se prononcent aujourd'hui pour l'élargissement de la coopération bilatérale et la sortie de cette confrontation qui est nuisible à nous tous. J'y vois encore une preuve que **les relations franco-russes sont au-dessus de toutes idéologies et de tous partis, que le renforcement de l'amitié entre la Russie et la France est perçu comme un objectif qui répond aux intérêts fondamentaux et à long terme de nos pays et nos peuples.**

L'élimination d'Assad ouvrirait les portes de Damas à Daech

Entretien de Jean-Pierre Chevènement au Figaro



LE FIGARO : Malgré les tensions entre Barack Obama et Vladimir Poutine, l'idée d'une coalition internationale contre l'État islamique progresse...

Jean-Pierre CHEVÈNEMENT : Cette coalition, c'est une évidence, est nécessaire, même si elle rencontre des difficultés. Tous les pays sont concernés, à commencer par les pays musulmans, qui paient le plus lourd tribut à Daech. Qu'est-ce que Daech? Ce n'est pas, comme on l'entend souvent, un phénomène né en Syrie. C'est en Irak qu'al-Baghdadi a commencé par proclamer son califat, dans les régions occidentales dont la population sunnite s'est sentie rejetée par la politique sectaire du gouvernement al-Maliki. C'est ensuite que le soi-disant État islamique s'est étendu en Syrie, en profitant du vide politique créé par la guerre civile. Avant de former une coalition, il faut définir l'objectif politique ; celui-ci ne saurait être que le rétablissement des États dans leurs frontières historiques fixées il y a près d'un siècle, mais en rendant ces États vivables pour leurs populations.

À Téhéran, où je suis allé il y a une semaine, j'ai plaidé pour un Irak fédéral auprès des responsables iraniens que j'ai rencontrés - notamment M. Velayati (ministre des Affaires étrangères d'Iran de 1981 à 1997 et conseiller du Guide, M. Ali Khamenei, pour les questions internationales, NDLR). On ne pourra venir à bout de Daech que si on le sépare des populations. En Syrie, il faut d'abord rétablir la paix, et ensuite donner la parole au peuple syrien. Vouloir imposer un ordre inverse n'a pas de sens. La coalition dont on parle doit être aussi large que possible. Les grandes puissances d'abord - États-Unis et Russie au premier chef -, les puissances régionales ensuite - Iran, Turquie, pays arabes, et bien entendu les gouvernements irakien et syrien, quoi qu'on en pense.

Dans un premier temps, il faudra créer un état-major commun, permettant le partage du renseignement, la coordination des frappes aériennes, et j'ajoute enfin et surtout le contrôle des frontières. Il faut soumettre le soi-disant État islamique à un rigoureux blocus. Deux problèmes se posent: celui de la Turquie, qui est plus préoccupée par le PKK que par l'EI, et celui de la force arabe, qui doit impliquer à la fois l'Arabie saoudite et l'Égypte. Dans ce Moyen-Orient compliqué, gardons-nous des idées simples. On créera le mouvement en marchant.

Le sort de Bachar el-Assad divise la communauté internationale...

S'agissant de Bachar, nous sommes prisonniers d'une erreur initiale commise au moment de l'écllosion des révolutions arabes. Le mot d'ordre «Bachar el-Assad doit partir» était inapproprié à la situation spécifique de la Syrie. Nous avons rompu nos relations avec Damas en mars 2012 sous M. Juppé... M. Fabius n'a pas corrigé la trajectoire... Dès le mois de juin 2012, j'ai fait part au président de la République et au ministre des Affaires étrangères de ma perplexité - et c'est une litote - en plaidant pour que la France cherche plutôt à jouer un rôle de médiation dans la guerre civile syrienne.

Aujourd'hui, je ne vois pas comment l'élimination d'Assad n'aboutirait pas à ouvrir les portes de Damas à Daech. Les frappes opérées par la coalition internationale dirigée par les États-Unis ont montré leur insuffisance. Les alliés «modérés» n'existent pas. L'«Armée de la conquête» qui tient Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, c'est surtout al-Nosra, une filiale d'al-Qaida. Voulons-nous donner la Syrie à al-Qaida plutôt qu'à Daech? Toute politique, pour avoir du sens, doit partir des réalités.

Dans la crise syrienne, que vous inspire la position de la diplomatie française ?

On ne comprend pas cette surenchère, on ne voit pas à quoi cette position «à l'ouest de l'Ouest», comme j'ai eu l'occasion de le dire à la tribune du Sénat, en septembre 2013, peut conduire, sinon à l'isolement de la France. Il me semble que nous sommes prisonniers du mythe des révolutions arabes. En 2011, la France devait se défendre de l'accusation de complaisance envers les régimes autoritaires tunisien et égyptien. Aujourd'hui, notre diplomatie me paraît en porte-à-faux. Que Bachar soit un dictateur brutal est une évidence, mais il ne faut pas mélanger morale et politique. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Il faut toujours en revenir à Pascal: «Qui veut faire l'ange fait la bête.» Le véritable humanisme consiste à éliminer Daech dans les délais les plus courts. Il est nécessaire d'établir clairement les priorités. Comme disait Jaurès, «si on veut aller à l'idéal, il faut d'abord commencer par comprendre le réel».

En un an, Vladimir Poutine est revenu au centre du jeu diplomatique.

Je déplore la russophobie qui aveugle la plupart des commentateurs, aussi bien sur le dossier ukrainien que sur le dossier syrien. Vladimir Poutine n'est pas un enfant de chœur, mais c'est un réaliste. Il soutient Assad parce que la Russie est engagée dans la lutte contre le terrorisme djihadiste depuis près de vingt ans, que ce soit au Caucase, en Asie centrale ou dans sa capitale même, où ont eu lieu de terribles attentats. Poutine a une ligne claire. Pour moi, il n'y a pas de guerre contre le terrorisme qui tienne si les objectifs ne sont pas clairement définis au préalable. À partir de là, il faut les

atteindre, de la manière la moins gesticulatoire possible. Sinon, on fait le jeu du terrorisme qu'on prétend combattre.

On reproche aux Russes qui ont commencé à frapper de ne pas viser l'État islamique...

Le secrétaire d'État américain s'interroge, en effet, mais les Russes ont démenti. Raison supplémentaire de mieux coordonner les frappes...

Faut-il une intervention au sol en Syrie ?

Nous devons éviter de rentrer dans le jeu de Daech, qui ne veut rien tant qu'une guerre de civilisations, entre les musulmans ralliés à sa bannière et l'Occident tout entier engagé dans une nouvelle croisade. L'éradication de l'EI est d'abord l'affaire des peuples concernés. Il faut aider les Irakiens et les Syriens qui le veulent à se débarrasser de Daech. Bien sûr, on peut les aider à travers des forces militaires, locales de préférence, au besoin soutenues par les grandes puissances dès lors qu'il y aurait un mandat clair de l'ONU. On peut imaginer des opérations coup de poing, ponctuelles et temporaires, avec une relève par les forces locales ou régionales. Le travail de planification militaire reste à faire. Aujourd'hui je ne suis pas favorable à une opération au sol non préparée dont les objectifs seraient confus. Le risque d'enlèvement est évident. On apprend dans les écoles militaires que l'idée de manœuvre commande le reste. Pour le moment, je ne la vois pas.

L'accord iranien bouscule la stratégie «sunnite» du gouvernement...

La France n'est pas et ne doit pas être engagée dans une guerre de religion entre sunnites et chiites. Elle doit être une puissance de médiation. L'accord nucléaire avec l'Iran est un bon accord, conforme au traité de non-prolifération nucléaire. Que l'Iran ait retrouvé une position dominante dans la région est le résultat des deux guerres menées en 1991 et 2003 contre l'Irak, qui servait de verrou pour le monde arabe face à l'Iran. Aujourd'hui, l'Irak, majoritairement chiite, est largement dans l'orbite iranienne. Là encore il faut tenir compte des réalités, l'Iran est un grand pays qui vient du fond de l'histoire, il pourrait être demain un grand émergent. Sa population est nombreuse et éduquée. J'ai trouvé de bonnes dispositions à Téhéran vis-à-vis de la France. La visite que leur a rendue Laurent Fabius le 29 juillet a été utile. En retour, M. Rohani viendra à Paris début novembre. Il y a un moment propice pour reprendre des relations à un haut niveau qui correspondent à notre intérêt mutuel. Nous avons intérêt à ce que le président Rohani réussisse, car il symbolise pour la majorité de la population et pour la jeunesse iranienne l'ouverture et la reprise de relations normales avec les pays occidentaux.

Les Israéliens sont très inquiets...

S'agissant d'Israël, l'accord lui donne des garanties certaines en matière des délais qui seraient nécessaires à la construction d'une arme nucléaire de la part des Iraniens ; dans ce cas, fortement improbable, il y aurait réversibilité des sanctions à leur encontre. Il n'y a pas

d'alternative à cet accord. Qui voudrait ajouter encore une guerre à celles qui ravagent déjà le Moyen-Orient? Israël a tout intérêt à normaliser ses relations avec l'Iran comme avec l'ensemble de la région, qui pour le moment a surtout besoin d'être pacifiée, et dont Israël n'est plus le premier souci. Bien sûr, la France reste fortement attachée à la sécurité d'Israël, mais celle-ci ne sera jamais mieux garantie que lorsque le peuple palestinien pourra, lui aussi, jouir du droit à disposer d'un État qui lui appartient comme à tout autre peuple.

La faiblesse de l'Europe face à la crise des réfugiés vous préoccupe-t-elle ?

Dans une Europe à 28, cette faiblesse est inévitable. Là aussi, on ne peut pas faire comme si l'UE n'était pas faite de 28 nations, et comme si quelques fonctionnaires pouvaient imposer de Bruxelles des quotas permanents et contraignants. Les effets d'annonce du ministre allemand de l'Intérieur, puis de la chancelière, n'ont pas été anticipés correctement. Mais Mme Merkel est arrivée à une conclusion saine: il faut d'abord éteindre le conflit en Syrie, et pour cela, ainsi qu'elle l'a déclaré, parler avec tout le monde, y compris avec Assad. Car que représentent 300.000 réfugiés syriens en Europe par rapport aux 4 millions qui se trouvent dans les trois pays contigus, Turquie, Jordanie et Liban?

Le mieux que l'on puisse faire pour ces malheureux serait de leur permettre de regagner leur pays afin de participer à sa reconstruction. Le mécanisme d'accueil mis en place est acceptable dans l'urgence afin de venir en aide aux réfugiés qui avaient gagné les côtes européennes. Pour autant, il ne saurait être pérennisé: c'est un dispositif de crise, rien de plus. Enfin, on ne peut pas nier, ce que la Commission européenne a tendance à faire, que chaque pays a ses spécificités (taux de chômage, démographie, richesse par habitant, situation politique intérieure, etc.). Pour le reste, il n'y a pas de solution aux questions de l'immigration en dehors du codéveloppement avec les pays sources. Je ne suis pas partisan de faire le jeu du FN en agitant ces questions de manière démagogique.

Michel Onfray est attaqué par une partie de la gauche au motif qu'il «ferait le jeu du Front national». Il ne cache pas la sympathie qu'il vous porte. Que vous inspire cette polémique?

Je suis pour la liberté d'expression, et trouve intolérable qu'on veuille faire taire un homme comme Michel Onfray, dont la culture, l'intelligence et la générosité font honneur à notre pays. On peut ne pas partager toutes ses vues. Michel Onfray critique une politique qui, depuis trois décennies, a cessé de se définir d'abord à l'aune des intérêts du peuple français. C'est son droit, et même son devoir, s'il le pense. Le débat de fond doit vivre. C'est en tuant le débat qu'on fait le jeu du FN !

Propos recueillis par **Vincent Tremolet de Villers.**

« *Le Figaro* » - 3 octobre 2015

La Russie exploite l'échec des États-Unis depuis son intervention en Irak

Entretien avec Igor DELANOE, Directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe.



Docteur en histoire moderne et contemporaine, enseignant au Collège universitaire français de Saint-Petersbourg. Il est le **directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe**, le centre d'analyse de la **Chambre de commerce et d'industrie franco-russe** depuis septembre 2015.

L'intervention de la Russie en Syrie et son retour sur le devant de la scène au Moyen-Orient sont tout à la fois le résultat d'une politique volontariste née à la fin des années 1990 et de la stratégie indécise de l'administration de Barack Obama dans la région.

Comment jugez-vous la décision prise par la Russie d'intervenir en Syrie, le 30 septembre?

Igor DELANOE Les préparatifs de cette opération résultent de plusieurs facteurs. Le premier vient du terrain et de la dynamique militaire, défavorable pour le régime de Bachar Al Assad. Depuis le printemps, l'ensemble des services de renseignements russes, iraniens et d'autres alertaient sur un risque d'effondrement. L'un des autres facteurs prépondérants a été la mise en place de préparatifs occidentaux visant à créer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie ou, au moins, sur une partie du territoire. La Turquie ne cessait de réclamer une zone de sécurité dans le nord de la Syrie, le long de sa frontière, pour y renvoyer une bonne partie des 2 millions de réfugiés. Pour les Russes, cette zone d'exclusion aérienne rappelle le scénario libyen, qui s'est terminé par une intervention occidentale en 2011, dépassant le cadre onusien fixé par la résolution 1973. Un temps diplomatique qui a été essentiel dans cette affaire.

Les autorités russes ont dû attendre la signature de l'accord sur le nucléaire iranien pour débiter leur initiative et le discours du président Vladimir Poutine à l'Assemblée générale des Nations unies.

Cette opération militaire marque-t-elle une volonté de la Russie de démontrer aux autres puissances sa nouvelle force militaire et diplomatique?

Igor DELANOE De nombreux experts diplomatiques et militaires n'auraient jamais pensé à un tel scénario. Il y a encore quelques mois, le discours général était de dire que la Russie n'avait pas les moyens de mener ce type d'opération, ou sur un temps très court. Cela a été démenti depuis trois semaines à plusieurs niveaux.

Rappelons d'abord que, depuis quatre ans, la Russie soutient le régime syrien par un cordon ombilical qui relie la mer Noire aux côtes syriennes avec des bateaux datant de l'époque soviétique. Depuis quelques semaines, on assiste au déploiement d'une nouvelle force en Syrie. Elle est composée de cinquante appareils (30 avions et 20 hélicoptères) sur l'aéroport à proximité de Lattaquié et de troupes au sol pour protéger cette base aérienne (tanks, batterie antiaérienne, bataillons). Pour les Russes, il s'agit de faire essentiellement du support aérien et de laisser les opérations au sol à l'armée syrienne, aux forces iraniennes et au Hezbollah. Il y a aussi là l'utilisation nouvelle pour l'armée russe, qui teste ces

types d'armes de manière opérationnelle depuis les airs avec Sukhoi ou guidés par GPS: par exemple, le Glonass, sur lequel ils ont une autonomie complète. La Russie teste aussi, depuis la mer Caspienne, le tir de missiles de croisière par salves d'une distance de 1500 kilomètres. Du point de vue militaire, cela n'était pas utile. Mais les Russes ont voulu démontrer leur nouvelle capacité militaire. Ils ont ainsi envoyé un signal aux États-Unis et à l'Europe, mais aussi aux acteurs régionaux, parmi lesquels la Turquie et l'Arabie saoudite. Seuls les États-Unis possédaient une telle technologie.

Avec cette intervention en Syrie, mais aussi avec l'accord sur le nucléaire iranien, la Russie redevient-elle un acteur clé au Moyen-Orient?

Igor DELANOE Ce retour en force de la Russie dans la région vient d'une politique, débutée à la fin des années 1990, en réinvestissant l'espace stratégique au Moyen-Orient et mise en sommeil depuis la chute de l'URSS. La Russie a donc toujours été un acteur prépondérant dans la région. Même si elle ne traîne pas l'étiquette de puissance coloniale, les Russes disposent d'une image mitigée, voire négative dans le pays sunnites. Pour l'instant, elle exploite surtout l'échec de la politique des États-Unis depuis l'intervention en Irak de 2003. «L'Etat islamique» est issu de cet héritage avec des cadres qui sont d'anciens sunnites, membres du parti Bass. Et l'administration Obama se retrouve dans une impasse, car elle ne peut intervenir pleinement dans la région. La ligne diplomatique fixée par Barack Obama étant, depuis son arrivée, le désengagement en Afghanistan et en Irak, il n'a aucunement envie de revenir militairement dans un conflit. Cet atterroissement profite à plusieurs puissances, dont la Russie, qui exploite ce vide stratégique pour remplir ses propres objectifs.

Entretien réalisé par **Vadim Kamenka**

« *Humanité* » - 20 octobre 2015



Le grand fiasco d'Obama en Orient

La Division 30 était la carte secrète de Barack Obama en Syrie. Ce programme devait former 15 000 rebelles syriens pour combattre l'armée de Bachar al-Assad. Tout vient de s'écrouler. A peine revenus dans leur pays, les combattants, formés à grands frais, ont été tués. Les survivants ont rallié les islamistes, avec armes et bagages. Ce désastre militaire est un fiasco personnel de plus pour Barack Obama.

Il doit revoir à la baisse ses prétentions, au moment précis où Vladimir Poutine reprend l'initiative avec ce qu'Obama – comme François Hollande et d'autres – n'avait pas su définir : une politique alternative – consolider l'Etat syrien plutôt que de l'abattre ; une stratégie militaire cohérente – priorité au combat contre tous les groupes islamistes, sans faire de tri ; des partenaires indispensables – l'armée syrienne, l'Iran.

En arrivant à la Maison-Blanche, en 2009, Obama avait pourtant fait illusion, même si son « grand plan » pour le Moyen-Orient avait paru fumeux et moralisateur. Le prix Nobel de la paix 2009 lui avait été attribué sur la seule foi de son optimisme messianique. Il avait aussi bénéficié de la comparaison flatteuse avec George Bush, responsable de l'inutile guerre d'Irak, en 2003. En abattant Saddam Hussein et l'Etat irakien, Bush avait provoqué un chaos général, matrice de l'offensive djihadiste actuelle. Obama a tenté de réparer les dégâts en retirant les troupes américaines de la région, mais il l'a fait de façon précipitée, sans stratégie, abandonnant l'Irak à sa dérive sectaire anti sunnite et à la tutelle de fer de l'Iran.

Dès le début de la rébellion en Syrie (mars 2011), Obama crut pouvoir abattre Assad. Aveuglé par la morale démocratique, le dollar roi et son arsenal sophistiqué, il a réédité les mêmes erreurs que son prédécesseur. Son « grand plan » n'est plus qu'un champ de ruines, comme la politique suiviste de l'Europe, elle aussi paralysée depuis 2011 par l'émotion médiatique et ses illusions démocratiques. Contraint de s'adapter sous la pression du puissant engagement russe, l'Occident commence à revenir à la réalité. Celle que Vladimir Poutine lui explique depuis quatre ans.

Frédéric Pons

« Valeurs actuelles » - octobre 2015

Samovar au CLCR - Un vacancier en Crimée



La Crimée, longtemps reléguée aux oubliettes, a été projetée dans l'actualité depuis plus d'un an pour les raisons que la presse occidentale a largement mise en avant dans un vertige de reportages manipulés sans égal. Pour déjouer ce triste sort, Gerald Honigsblum, éditeur de la maison d'édition FRAction (France Russie Amérique) fut l'invité de l'association Centre de Langue et Culture Russe pour y présenter un nouveau titre : *Orlovka, récits de Crimée* (www.fraction-international.com).

A la fois éditeur et auteur...car ce livre propose la chronique romancée d'étés passés dans une bourgade au bord de la Mer Noire, entre Sébastopol et Katchia.

A l'instar du narrateur proustien et son Combray, le voyageur habitué de l'Amérique et de l'Europe, découvre un monde qui le laisse totalement perplexe. Avec le temps, dans le cadre familial, et grâce à la magie du langage romanesque, il se forge une toute autre idée de la réalité russe, une réalité qui a failli capoter si ce ne fut pour le retour de la péninsule convoitée dans la Fédération.

Gerald Honigsblum a d'abord discuté la genèse de cet ouvrage consistant de trois témoignages qui rendent hommage aux nombreux écrivains qui ont chanté les louanges de cette terre enchanteresse, et non des moindres puisqu'il s'agit de Pouchkine, Tolstoï, et bien d'autres. Evitant tout vain discours géopolitique, l'auteur privilégie l'histoire, depuis l'ancienne Tauride, en passant par cette première guerre mondiale, la Guerre de Crimée, pour arriver à une vision fantaisiste, mais non moins séduisante, de la Conférence de Yalta, où il imagine le discours de Staline qui explique à Roosevelt et Churchill comment Charles de Gaulle peut se consoler de son absence en relisant Racine et notamment *Mithridate*, le roi du Pontus qui fit trembler l'empire romain, présageant ainsi dans l'esprit des auditeurs rassemblés le retour étonnant de la Russie dans l'actualité que nous vivons.

Qu'est-ce donc Orlovka ? Une petite station balnéaire, des datchas modestes, en location aux vacanciers fatigués du froid de Mourmansk, mais aussi luxueuses appartenant à des Moscovites fortunés, des hôtels démesurés dans des infrastructures insuffisantes, une plage de sable fin, phénomène rare sur se littoral de falaises rocheuses. Mais c'est aussi la livraison de lait frais et de tvorog à 21 heures grâce aux bons services d'une exploitante souriante qui annonce l'arrivée de sa cargaison par le klaxon de sa vieille

Lada, aux sons d'enfants chahutant sous un ciel étoilé. C'est un microclimat qui garantit une météo parfaite même s'il pleut à Sébastopol ou Simferopol. C'est surtout une prolifération de vergers où la nature fournit une abondance de fruits succulents. D'où le titre du premier récit, *Le Temps des mirabelles*.

L'auteur propose donc la mise en voix d'extraits de ce premier récit où défilent des personnages réinventés. Ceux-ci fascinent le voyageur novice et finissent par l'émerveiller. Enseignant et conférencier occasionnel dans les universités russes, Gerald Honigsblum rappelle ce commentaire offert par un étudiant : « vous savez Monsieur, en Russie la politique existe uniquement dans la littérature ». Il avait raison, c'est le propre de l'art qui sublime la médiocrité du réel pour mieux saisir le sens de la vie.

Orlovka s'adonne à ce procédé. Un village banal, riche de ses dysfonctionnements, se révèle un lieu magnifique, une Russie profonde, riche non pas de ses ressources pétrolières mais de ses ressources humaines, nourrie de son art. A titre d'exemple, les peintres de Crimée, dont le chef de file fut Ivan Aivazovsky, contemporain de William Turner avec qui il partage des paysages marins émouvants ; dont Zinovi Filippov, plus récent, dont le tableau *Kompot* est conservé au Musée d'Art de Sébastopol Mikhaïl Krochitskyi et qui figure en reproduction sur la couverture, car le sujet calque une scène du récit ; dont Evegueny Smirnov, peintre contemporain vivant à Orlovka et qui figure dans le récit. L'auteur attribue à ce dernier le titre de son récit, *Le Temps des mirabelle* et fait admirer aux convives de la soirée deux de ses toiles, lequel prévoit une exposition de ses œuvres à la Mairie du 5^e arrondissement de Paris en mars 2016.

Mais *Orlovka, récit de Crimée*, est surtout un projet pédagogique, qui reconnaît le travail assidu d'étudiants russes de l'Université Pédagogique de la Ville de Moscou. Sous la direction de Nadia Abakarova, professeure de français, vingt-deux jeunes francophones et francophiles, futurs enseignants de la langue française, se sont mobilisés pour traduire ces textes en russe, avec notes de bas de pages et des illustrations à l'encre de chine. Honneur à ces jeunes qui se voient récompenser nominativement de cette édition bilingue, français-russe, meilleur signe du dépassement des clivages politiques.

La soirée s'est prolongée aux sons de conversations animées et autour d'une table d'agapes et de friandises, et surtout du verre de l'amitié.

« *Un autre son de cloche* » -
22 octobre 2015

Photos : Michail Sidorov, Lidia Tanguy



Comment Poutine est devenu roi du grand échiquier international

Jean-François Colosimo a accordé un entretien à Figaro au sujet de l'influence grandissante du président russe, Vladimir Poutine, sur la scène internationale. Celle-ci s'inscrit selon lui dans l'histoire multiséculaire de la Russie.



*Jean-François Colosimo est écrivain et essayiste. Président du Centre national du livre de 2010 à 2013, il dirige désormais les éditions du Cerf. Son dernier livre, *Les Hommes en trop, la malédiction des chrétiens d'Orient*, est paru en septembre 2014 aux éditions Fayard. Il a également publié chez Fayard Dieu est américain en 2006 et *L'Apocalypse russe* en 2008.*

LE FIGARO. - Sur le dossier syrien, de fortes tensions entre les États-Unis et Russie se font sentir. Vladimir Poutine semble avoir pris la main. Est-ce un des signes du grand retour de la Russie sur la scène internationale?

Jean-François COLOSIMO. - L'action que mène Vladimir Poutine en Syrie récapitule à la fois sa politique et sa personne. Elle correspond tout d'abord à sa représentation géopolitique du monde. Poutine est résolument «westphalien»: il défend le système traditionnel, constitué de nations souveraines où ce sont les États qui valent et non pas les régimes politiques, les organisations non-gouvernementales ou les institutions supranationales. En soutenant le pouvoir de Bachar Al-Assad qu'il juge être le seul «légitime», il défend cette conception de l'ordre international qu'il considère, de surcroît, protectrice de ses propres intérêts.

Mais il est aussi l'héritier d'une doctrine diplomatique. Précisément, celle qui a été promue par les tsars puis par les Soviétiques depuis l'entrée de plain-pied de Moscou sur la scène méditerranéenne et orientale. Dès le XVIII^e siècle, à coups de guerres et de traités avec l'Empire ottoman, Catherine II «la Grande» s'est ouvert un accès vers les mers chaudes, via la Crimée et le Caucase, afin de désenclaver la Russie et de lui

faire retrouver son berceau byzantin. Cet élément essentiel de politique extérieure s'est naturellement justifié de la protection des chrétiens d'Orient considérés comme un levier d'influence. L'URSS a d'autant plus facilement pris le relais que les orthodoxes du Levant ont été parmi les fondateurs et les animateurs du panarabisme, avec ce que cela a pu impliquer chez eux d'idéologie progressiste les rapprochant du socialisme. La proximité et la solidarité sont donc anciennes avec le baasisme syrien qui est issu de ce mouvement.

Cependant, cette vision de Poutine est renforcée par la logique bipolaire qui a structuré l'affrontement entre l'Est et l'Ouest. À ses yeux, les États-Unis n'ont cessé, depuis

1989 et la chute du Mur, de vouloir neutraliser la Russie soit en l'isolant économiquement par le biais du capitalisme financier, soit en la cernant militairement au moyen de l'Otan. Au Proche-Orient, ce face-à-face se double d'un jeu d'alliances de nature historique: celle des États-Unis avec le bloc sunnite qu'il s'agisse de l'Arabie saoudite, des Émirats ou de la Turquie ; celle de la Russie avec l'arc chiite qui va de l'Iran au Hezbollah libanais et qui a le pouvoir alaouite en Syrie pour pivot.

Enfin, l'intervention en Syrie relève d'objectifs aussi bien stratégiques que tactiques. D'autre part, Poutine considère que, de l'Irak à l'Ukraine en passant par le Kosovo, les États-Unis ont fait de la déstabilisation une méthode de conquête hégémonique et qu'aller les concurrencer au Levant doit, à l'inverse, lui permettre d'asseoir sa mainmise sur la Crimée. D'autre part, contrebalancer l'action de Washington au Proche-Orient revient pour lui à conjurer, si ce n'est à endiguer la menace djihadiste qui pèse sur la Russie, ses millions de citoyens musulmans et ses républiques caucasiennes en voie de réislamisation, voire de radicalisation.

Le coup vient donc de loin. Une fois de plus, ce qui frappe est la détermination et la brutalité avec lesquelles Vladimir Poutine l'administre.

Aux yeux de Poutine, les États-Unis n'ont cessé, depuis 1989 et la chute du Mur, de vouloir neutraliser la Russie soit en l'isolant économiquement par le biais du capitalisme financier, soit en la cernant militairement au moyen de l'Otan.

Pourquoi, malgré l'insistance des Occidentaux, Poutine refuse-t-il d'évincer Bachar al-Assad?

Il est plusieurs raisons anciennes, on vient de le dire, à cette alliance avec le pouvoir alaouite, parmi lesquelles son caractère minoritaire, son idéologie baasiste, son inclination envers les chrétiens et sa dépendance à l'égard de l'Iran. Mais il est aussi des avantages plus immédiats, dont en premier lieu ceux de la forte présence militaire russe qui est devenue de tradition en Syrie et dont le maintien sur place dépend, au moins momentanément, du maintien de Bachar Al-Assad au pouvoir.

Autrement dit, cette intervention découle pour partie d'un effet de clientèle et, pour partie, d'un effet de paroxysme. Selon Sergueï Lavrov, le ministre des Affaires étrangères de Vladimir Poutine, «à l'exception de Bachar, il n'y a que des terroristes.» Ce qui revient à se confronter directement à l'option occidentale, donc américaine, et à mener immédiatement cette confrontation à son maximum de tension.

D'une part, les forces dites «démocratiques» de l'Armée syrienne libre, sur lesquelles la France a compté, sont aujourd'hui militairement en déroute ou ont rallié les djihadistes. D'autre part, l'Armée de la conquête, formée du groupe djihadiste al-Nosra, la branche locale d'Al-Qaïda, et du groupe salafiste Ahrar al-Sham à l'initiative du consortium sunnite qui court de la Mecque

à Istanbul, est la seule faction capable de s'emparer de Damas et bénéficie désormais du soutien de Washington qui voit en elle un moindre mal.

Là où Poutine profite de la faiblesse de la position occidentale et renverse habilement l'échiquier, c'est lorsqu'il demande si al-Qaïda est préférable à Daech.

Les États-Unis et l'Otan - qui a évoqué une «escalade inquiétante» - s'inquiètent de l'avancée russe en Syrie. Les cibles visées ne seraient pas les bonnes ; des avions russes auraient survolé l'espace aérien turc sans autorisation. De nombreuses critiques chargent la Russie dans cette intervention...

Là encore, il faut en revenir au temps long. Depuis la chute du mur de Berlin, les États-Unis n'ont pas varié de doctrine. La Russie, héritière de l'URSS, reste pour eux l'ennemi numéro un, du moins potentiel, dont il faut empêcher la résurgence en tant qu'acteur majeur sur la scène internationale.

Le pacte entre Gorbatchev et les Européens sur la réunion des deux Allemagne comportait l'obligation pour l'Otan de ne pas avancer plus à l'Est. En vingt ans, une dizaine de pays ont rejoint l'Alliance atlantique qui s'est élargie au fur et à mesure de la construction européenne et ce, vers l'Est, vers la frontière occidentale de la Russie.

Peu importe d'ailleurs, la couleur de l'administration. Lorsque George W. Bush arrive au pouvoir, il prend comme secrétaire d'État aux affaires étrangères non pas

une spécialiste de l'islam ou du Moyen-Orient mais une spécialiste de l'URSS, Condoleezza Rice, qui a travaillé au Conseil de sécurité nationale en tant qu'expert sur le bloc communiste. Et sous Obama, le Pentagone reste inflexible: Moscou est classée comme l'une des toutes premières menaces.

La raison de cette focalisation américaine est simple: l'arsenal nucléaire de la Russie lui permet de jouer un rôle géopolitique hors de proportion avec sa puissance économique. Elle est un contradicteur permanent aux yeux des Américains qui nient d'autant plus fortement sa légitimité à jouer un rôle important dans l'un ou l'autre des espaces géopolitiques sur lesquels ils ont besoin d'exercer leur domination ou leur influence.

D'où la diabolisation récurrente de Moscou par Washington. La force paradoxale de Poutine est d'endosser cette diabolisation, voire de la revendiquer puisque son but est de démontrer que l'on n'est pas obligé de souscrire à la règle du jeu édictée par l'Amérique et qu'on peut même la dénoncer et la contrecarrer. Pour ce faire, il démontre une capacité d'analyse et de réflexion froide, suivie d'une action stratégique menée avec une détermination

systématique qui tranche avec les attermolements des Européens et des Américains.

Obama et Hollande ont fini par reconnaître que l'on ne pouvait pas prendre à la fois Bachar et Daech pour cibles et qu'abattre Daech est prioritaire? Poutine en

retire le plein droit de soutenir Bachar sans restriction aucune et d'en faire la publicité afin de se rendre incontournable dans la nouvelle donne mondiale.

Relations pacifiées avec Cuba, accord iranien... Barack Obama se démarque de la ligne néo-conservatrice américaine - incarnée actuellement par Hillary Clinton. La troisième guerre mondiale diagnostiquée par certains semble lointaine...

Barack Obama a été élu sur un programme de désengagement militaire au Proche-Orient en nette rupture avec la ligne néo-conservatrice. Ce processus a vite montré ses limites. Les Américains ont quitté l'Irak avant d'être dans l'obligation pressante d'y revenir et quitte à devoir admettre leur absence de plan. Ce désengagement relatif provoque inévitablement l'insatisfaction à la fois d'Israël et des pays arabes. C'est là tout le problème d'Obama, dont la politique étrangère s'est révélée au pire illisible au mieux inefficace, que de réunir tous les mécontentements sur son nom. La réconciliation avec Cuba et l'accord avec l'Iran témoignent de l'urgence dans laquelle il s'est trouvé de marquer son deuxième mandat de quelque réussite diplomatique sans quoi il aurait été l'un de ces présidents américains n'ayant laissé aucune trace sur le plan des relations internationales ou, pire, une trace diffuse et brouillée.

Mais Cuba, c'est d'abord le fait du pape François et de la diplomatie vaticane.

Là encore, il faut en revenir au temps long. Depuis la chute du mur de Berlin, les États-Unis n'ont pas varié de doctrine. La Russie, héritière de l'URSS, reste pour eux l'ennemi numéro un, du moins potentiel.

Mais l'Iran, c'est faire avant tout preuve de bon sens, admettre la réalité et s'y conformer. Dans les deux cas, il n'y va pas d'une politique d'initiative mais d'une politique de confirmation. Cette faiblesse dans la prise de décision américaine est sans conteste un facteur d'instabilité à l'échelle planétaire.

Va-t-on pour autant vers une troisième guerre mondiale? Non, bien sûr. C'est au mieux une formule qui dit le contraire de ce qu'elle entend. La guerre globale est déjà là. Elle ne fait que perpétuellement commencer et recommencer avec des conflits de basse ou moyenne intensité répandus et récurrents sur l'ensemble des continents et impliquant des coalitions internationales variables, qu'elles soient militaires ou économiques. Nous sommes davantage confrontés à un état endémique de guerre à l'échelle internationale que menacés par une guerre mondiale au sens d'un affrontement de blocs.

Il s'agit toutefois de savoir déterminer qui est l'ennemi prioritaire. Cet ennemi est Daech. Ce que considère Poutine tout en faisant croire qu'il veut sauver Assad alors que, une fois les intérêts russes en méditerranée assurés, il pourra très bien l'abandonner, étant suffisamment cynique pour cela. La France, elle, a longtemps professé que l'on pouvait avoir deux ennemis prioritaires en même temps, à savoir Daech et

Assad. Ivres d'irréalisme, François Hollande et Laurent Fabius se sont entêtés à courir deux lièvres à la fois. Jusqu'à ce que les Américains, ayant eux-même fini par changer d'avis, aient stoppé sans plus d'égard la course échevelée de la diplomatie française. Ce suivisme erratique du gouvernement est plus que préoccupant car tout ce qui se passe au Proche-Orient a des répercussions sur le territoire national. De ce point de vue, la politique du gouvernement français apparaît largement comme irresponsable.

Donald Trump loue le «leadership de Poutine», estime que s'il est élu président, il entretiendra d'«excellentes relations» avec celui-ci. Et il est le grand favori au primaire des républicains. Est-ce le signe qu'une partie de la population américaine a rompu avec le néo-conservatisme?

Tout d'abord, au regard de ses scores abyssaux de défiance dans les divers baromètres américains, rien n'est moins assuré que Donald Trump accède un jour à la Maison blanche. Au cas où il serait élu candidat, puis président, il est probable que, comme Ronald Reagan, il se verrait encadré par la puissante machine républicaine. Ce qui est certain, c'est que, à Washington et à Moscou, on observe un croisement des opinions vers de fortes tendances isolationnistes.

Comment réagissent les opinions russe et américaine à l'intervention en Syrie?

La guerre au Proche-Orient inquiète l'opinion américaine et n'emporte pas l'adhésion des Russes. Autant ces derniers soutiennent majoritairement l'action de Poutine en Crimée ou en Ukraine, autant la crainte est profonde sur l'engagement en Syrie qui réveille le souvenir de l'Afghanistan.

De manière générale, les opinions au sein de l'hémisphère nord demeurent assez frileuses quant au danger que représente l'effondrement des frontières au Proche-Orient dont Daech est présentement le symptôme le plus virulent. Il revient aux gouvernants de savoir mobiliser car la question du djihadisme ne relève pas que de la politique internationale: dans nombre de ces pays, c'est aussi une question de politique intérieure.

Or, si Poutine réussit à s'imposer au Proche-Orient, à prendre l'ascendant sur Obama et Hollande, à forcer les autres à suivre son rythme, c'est parce que, de quelque manière qu'on les juge, sa politique intérieure et sa politique extérieure sont en cohérence. Et ce, à la différence criante de celles des gouvernements occidentaux, en particulier de l'actuel gouvernement français.

Propos recueillis par **Eléonore de Vulpillières**
« Le Figaro » - 10 octobre 2015



CLCR a participé au IXe Salon du livre organisé par Le Centre de Russie pour la Science et la Culture

Notre Facebook

<https://www.facebook.com/clcr.gazette/>

La vie politique en Ukraine, cette galaxie fictive lointaine...

Près de 240 bureaux de vote en Ukraine n'ont pas pu ouvrir. L'opposition affirme que le pouvoir a trouvé un prétexte formel pour saper les élections locales.

237 bureaux de vote n'ont pas ouvert leurs portes en Ukraine le jour des élections locales le 25 octobre, selon le service de presse du ministère de l'Intérieur. 23 réclamations concernant des violations du processus de vote ont été enregistrées.

Dans la ville de Marioupol (région de Donetsk, est de l'Ukraine), la commission électorale territoriale (CET) a exigé de reporter les élections au 15 novembre, en arguant les nombreuses violations relatives à l'impression des bulletins de vote. "Des bulletins non emballés, non scellés ou plusieurs fois scellés" auraient été notamment découverts. Les élections ont également été annulées à Krasnoarmeïsk (région de Donetsk).

Le Bloc d'opposition impute au pouvoir en place l'annulation des élections à Marioupol, ville proche des régions russophones insurgées. "Se rendant compte qu'elles perdent les élections, les autorités ont ordonné à leurs représentants au sein de la CET de Marioupol de tout faire pour que les élections échouent dans une grande ville de 500.000 habitants. Et elles ont finalement trouvé un prétexte formel", lit-on dans une déclaration du bloc.

Les explications du directeur de l'imprimerie et les confirmations du groupe d'enquête selon lesquelles les bulletins en question avaient été dès le départ imprimés comme une version d'essai n'ont pas été prises en compte par la majorité des membres de la CET soutenant le pouvoir en place.

Les élections locales selon de nouvelles règles se déroulent dimanche pour la première fois en Ukraine. Les habitants élisent les maires et les conseils municipaux simultanément, c'est-à-dire votent pour un candidat et pour la force politique qu'il représente.

<http://fr.sputniknews.com> — 27 octobre 2015

La population ukrainienne ne prend plus les élections au sérieux, car ce procédé de désignation des gouvernants s'est transformé en festival à la Disney où les personnages de Star Wars envahissent la scène politique.

Leonid Bershidsky, écrivain et chroniqueur russe chez Bloomberg, a publié un article d'analyse dans lequel il arrive à la conclusion que les élections locales en Ukraine ont fait la preuve qu'un nombre croissant d'Ukrainiens cessent de faire confiance aux hommes politiques, rapporte l'agence Bloomberg.

Après le premier tour des municipales, le bilan est morne pour la fragile démocratie ukrainienne: seuls 46,5 % des électeurs ukrainiens se sont rendus aux urnes lors des municipales du 25 octobre.

Si, l'an dernier, les Ukrainiens ont soutenu le parti pro-européen du premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk et du président Piotr Porochenko, cette année l'enthousiasme a diminué. Le niveau de confiance du Front populaire du premier ministre a chuté à tel point que le chef du gouvernement a décidé de ne pas participer aux élections locales, tandis que le "Bloc Piotr Porochenko" a récolté 18% des voix, soit moins que ce qui avait été prévu.

Les élections devaient représenter un jalon important pour l'Ukraine, car le président Porochenko avait promis de décentraliser le pays sur le modèle européen. Néanmoins, si les oligarques et les élites locales interfèrent dans la situation, c'est le morcellement féodal médiéval qui risque d'être instauré dans le pays, et non le système de gouvernance européen, indique l'article.

"Afin de maintenir l'illusion du contrôle des régions, M.Porochenko et son équipe seraient forcés de négocier avec les oligarques, les magnats locaux, les militants nationalistes et les populistes, ce qui aggraverait le chaos à peine contrôlé qui règne dans le pays (...). L'élimination de la corruption représente maintenant une perspective lointaine", prédit M.Bershidsky.

Les gens semblent lassés de la politique et perdent confiance en la "rhétorique réformatrice des autorités", estime le chroniqueur. Ainsi, le meilleur symbole de la méfiance aux autorités, estime Leonid Bershidsky, était l'élection de l'"empereur Palpatine" au Conseil municipal d'Odessa. D'ailleurs, l'homme politique Dmitry Palpatine, qui a officiellement emprunté l'identité du personnage de Star Wars, occupe réellement le poste d'"empereur" dans la société "Palpatine finance group".

"Pourquoi pas? Pour nombre d'électeurs la vie politique du pays ne semble pas plus réelle que dans une galaxie fictive lointaine", ironise le chroniqueur de Bloomberg.

<http://fr.sputniknews.com> —
27 octobre 2015

- Le mensuel bilingue franco-russe –
est édité en France depuis octobre 2003.

En exclusivité dans « Perspective » en français et en russe : les événements franco-russes en Russie et en France, la vie de la diaspora russe, l'histoire de l'émigration russe, les conseils de spécialistes en droits russe et français. Pour les parents : des réflexions sur le thème du bilinguisme des enfants. Des petites annonces, des adresses et des numéros de téléphone utiles.

Pour plus de détails et pour lire
quelques numéros de « Perspective »
rendez-vous sur le site <http://jfrp.fr>
E-mail : perspectiva.as@gmail.com

